

DOCUMENT UNIQUE

Marché public à procédure adaptée

(Article R. 2123-1 du code de la commande publique)

Objet du marché :

**Création d'un annuaire des professionnels des
matériaux biosourcés en région Centre-Val de Loire**

Date limite de réception des offres :

20 mai 2025 à 18h00

Code nomenclature CPV : 72320000-4 Services de bases de données
72511000-0 Services de gestion de données.

Pouvoir adjudicateur

État - Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

DREAL (Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire)

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire

Ref : DREAL_CVL_ANNUAIRE_MATERIAUX

5 avenue Buffon – CS 96 407

45 064 Orléans Cedex 2

Tél. : 02-36-17-41-41

Fax : 02-36-17-41-01

Mail : dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

Comptable public assignataire

Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques du Centre-Val-de-Loire
6 avenue de Concy - CS30013, 45 071 ORLEANS Cedex 2

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet : La création d'une base de données des professionnels en mesure de travailler avec les matériaux biosourcés (fournisseurs, architectes, artisans, ...).

Il s'agit d'un marché public de prestations intellectuelles.

2. Remise des offres

2.1 Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>) à la référence suivante : **DREAL_CVL_ANNUAIRE_MATERIAUX**

2.2 Demandes de renseignements complémentaires et questions

Les demandes de renseignements complémentaire se font uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>)

2.3 Dépôts des offres

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature.

Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés. Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Le dépôt s'effectue uniquement en utilisant la fonctionnalité de dépôt de plis de la plate-forme.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique « aide » de PLACE plusieurs documents et informations.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

Les plis, enregistrés dans l'ordre d'arrivée, doivent parvenir avant la date et heure limite de réception des offres fixée au : **20 mai 2025 à 18h00.**

Ref : DREAL_CVL_ANNUAIRE_MATERIAUX

L'attention du candidat est appelée sur le fait que l'ensemble des échanges au cours de la procédure de passation seront réalisés via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>)

3. Composition des plis à remettre par les candidats

3.1 Un premier sous dossier relatif à la candidature

Les candidats devront fournir les documents exigés à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique. Pour y satisfaire, ils utiliseront les documents suivants, téléchargeables sur le site internet du Ministère de l'Économie à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>:

DC1 (lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants),

DC2 (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement). En cas de groupement, le DC2 doit être produit par chaque membre du groupement.

DC4 (acte de sous-traitance), le cas échéant.

Ils fourniront également :

- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat (Extrait KBIS et/ou délégation de signature) ;
Le candidat communiquera les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.
- Le chiffre d'affaires au cours des trois dernières années ;
- La déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat sur les 3 dernières années ;
- Une liste des principales prestations similaires effectuées au cours des 3 dernières années indiquant le montant, la date et le donneur d'ordre accompagné des attestations du donneur d'ordre ou, à défaut, d'une déclaration du candidat ;
- Une liste des moyens techniques qui seront mis en œuvre dans le cadre de la prestation ;
- Les titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et spécifiquement l'équipe qui sera en charge de la conduite des prestations objet de cette consultation.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques ou financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels le candidat s'appuie pour présenter sa candidature (groupement ou sous-traitance) en application de l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, il produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

3.2 Un second sous dossier relatif à l'offre

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes :

Ref : DREAL_CVL_ANNUAIRE_MATERIAUX

- Un acte d'engagement à compléter et signer dans le présent document ;
- Une note méthodologique de 20 pages maximum ;
- Un devis détaillé signé par le titulaire ;
- Un relevé d'identité bancaire ;
- Le cas échéant, la demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement ;
- Le cas échéant, la part des prestations que le soumissionnaire a l'intention de sous-traiter, notamment à des petites et moyennes entreprises ;

4. Validité des offres

Les offres ont une durée de validité de 120 jours.

Les variantes ne sont pas autorisées.

Il est demandé aux candidats de chiffrer une prestation supplémentaire éventuelle (PSE) définie dans le cahier des charges.

Nature de l'attributaire, le marché sera conclu :

- Soit avec un entrepreneur unique,
- Soit avec des entrepreneurs groupés ; dans ce cas indiquer le nom du mandataire. En cas de groupement conjoint, le mandataire doit être solidaire financièrement.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

5. Examen des candidatures et des offres

5.1 Sélection des candidatures

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- Capacités économiques et financières : en cohérence avec les prestations à entreprendre ;
- Capacités techniques et professionnelles : moyens humains et matériels adaptés aux prestations à réaliser.

5.2 Critères d'analyse des offres

Critères	Pondération	Note maximale
Prix	40%	40 points
Capacité à respecter les délais	10%	10 points
Compétences et connaissances des matériaux biosourcés et des acteurs des différentes filières	25%	25 points
Compétences en développement de bases de données et questionnaires d'enquête	25%	25 points

Ref : DREAL_CVL_ANNUAIRE_MATERIAUX

Total	100%	100 points
--------------	-------------	-------------------

Le jugement des offres s'effectuera selon une procédure de notation pondérée. La note finale de chaque offre sera obtenue par la somme des notes obtenues pour les critères techniques et financiers.

6. Analyse des offres

Méthodologie de notation :

- **Prix** : L'offre proposant le montant le moins élevé obtiendra la note prix maximale de 40.

Les notes des autres offres seront calculées selon la formule suivante et arrondies à la deuxième décimale supérieure :

$$Note\ prix = \frac{MIN}{M} \times 40$$

Avec :

MIN = montant de l'offre la moins chère ;

M = montant de l'offre considérée ;

40 = la note maximale qu'une offre peut obtenir.

- **Capacité à respecter les délais** :
 - 10 points : Calendrier très détaillé et réaliste, gestion des risques claire, preuves de respect des délais dans des projets passés.
 - 7 points : Calendrier satisfaisant mais manque de détails sur la gestion des risques ou retards éventuels.
 - 4 points : Calendrier flou, manque de confiance dans le respect des délais, peu d'exemples de projets passés respectant les délais.
 - 0 point : Pas de calendrier ou de planification sérieuse fournie.
- **Compétences et connaissances des matériaux biosourcés et des acteurs des différentes filières**

L'évaluation se concentrera sur l'organisation de l'équipe, les qualifications spécifiques et l'expérience des membres clés qui seront affectés au projet.

- 25 points : Expertise avancée des matériaux biosourcés et des filières, avec une expérience et des relations solides avec les acteurs du secteur
 - 18 points : Bonne maîtrise des matériaux biosourcés, expérience avérée sur le sujet et des relations avec une partie des acteurs du secteur
 - 12 points : Connaissances générales des matériaux biosourcés et peu de contacts avec les acteurs du secteur.
 - 6 points : Connaissance superficielle et peu ou pas de contacts avec les acteurs du secteur
 - 0 points : Aucune connaissance des matériaux biosourcés et des acteurs
- **Compétences en développement de bases de données et questionnaires d'enquête** :

L'évaluation se concentrera sur les connaissances techniques du prestataire dans la conception et la gestion de bases de données et de questionnaires d'enquête, mais aussi son expérience concrète et sa capacité à utiliser des outils open-source ou des logiciels libres.

- 25 points : Maîtrise parfaite des bases de données et des questionnaires d'enquête avec une large gamme d'outils open-source. Solide expérience des membres de l'équipe dans la gestion de projets similaires ou plus complexes.
- 16 points : Bonne maîtrise des bases de données et questionnaires d'enquête ainsi que des principaux outils open-source. Expérience avérée des membres de l'équipe dans la gestion de projets similaires.
- 8 points : Compétences de base en gestion de bases de données et questionnaires d'enquête via l'utilisation d'outils standardisés. Pas ou peu d'expérience des membres de l'équipe dans la gestion de projets similaires.
- 0 point : Compétences limitée et peu ou pas d'expérience concrète dans le développement de bases de données ou questionnaires d'enquête.

CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

1. Procédure

Ce marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique.

Le présent marché est soumis aux dispositions du CCAG suivant : CCAG-PI.

2. Durée

La durée du présent marché est fixé à 12 mois non reconductible.

Le délai de réalisation des prestations est fixé à 4,5 mois à compter de la date de notification du marché.

Le calendrier prévisionnel sera défini dans la proposition du prestataire. Les livrables seront validés par la DREAL à chaque phase du projet.

3. Lieu(x) d'exécution

Les prestations seront exécutées dans les locaux du titulaire du marché et les réunions auront lieu en visioconférence.

4. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

5. Fractionnement des prestations

5.1 Tranche ferme :

Sans objet.

5.2 Tranche optionnelle :

Sans objet.

6. Variantes

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes à leur initiative.

7. Prestations supplémentaires éventuelles

Dans le cadre du présent marché, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander ou non, en fonction de l'intérêt économique et technique des offres et en amont de la signature du contrat, la Prestation Supplémentaire Éventuelle (PSE) suivante :

PSE 1 : Consolidation des données

Cette prestation supplémentaire éventuelle est définie dans la partie technique du présent document (article 3.5).

La réponse à la PSE est obligatoire pour les candidats. Celle-ci devra être chiffrée et présentée dans leur offre.

La PSE sera prise en compte lors de l'évaluation comparative des offres.

Toute offre ne comprenant pas la PSE obligatoire sera déclarée irrégulière et pourra être rejetée.

8. Documents contractuels

- Le présent document valant acte d'engagement (AE), cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le devis détaillé signé par le titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé le 30 mars 2021 ;
- La note méthodologique du candidat ;

9. Considérations sociales

Sans objet.

10. Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental : le titulaire utilise, sauf nécessité dûment justifiée, les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence, etc.).

11. Négociation

Le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité de négocier.

Cette négociation pourra porter sur les aspects financiers et techniques de l'offre.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

La négociation pourra être engagée par écrit (lettres, fax et/ou courriels) ou par oral dans les délais indiqués par le pouvoir adjudicateur à la suite de la remise des offres.

A défaut de nouvelle proposition dans les délais impartis, seule la première offre du candidat sera prise en considération.

S'agissant des offres remises après négociation, le délai de validité des offres est apprécié à partir de la remise des offres définitives.

Ref : DREAL_CVL_ANNUAIRE_MATERIAUX

12. Régime financier : prix, facturation, délai de paiement, pénalités

1. Prix :

Les prix sont détaillés dans le devis remis par le titulaire. Les prix devront correspondre à toutes les sous-étapes explicitées dans les deux phases présentées dans le CCTP.

Ils s'entendent hors taxes et seront majorés de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur. Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Une actualisation des prix est prévue au marché en cas de retards pris entre la date de remise des offres et la date de notification.

Cette actualisation sera déterminée par la formule suivante :

$$P = P_o \times [SYNTEC(M-3)/SYNTEC_{M0}]$$

Dans laquelle :

P = prix actualisé HT

P_o = prix initial HT

SYNTEC(M-3) = valeur de l'index SYNTEC à la date de commencement des prestations moins 3 mois.

SYNTEC(M₀) = valeur de l'index SYNTEC en vigueur au mois d'établissement des prix

2. Avance :

Une avance pourra être accordée au titulaire du marché en application de l'article R. 2191-4 du code de la commande publique.

Le taux de l'avance est de 10 % et de 30 % pour les PME.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

3. Modalités de paiement et de facturation :

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Des paiements intermédiaires pourront intervenir à la demande du titulaire après chaque phase. Ils interviendront à la suite de la certification du service fait par l'acheteur après la remise de chaque livrable.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries

Ref : DREAL_CVL_ANNUAIRE_MATERIAUX

- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/>, rubrique « nous contacter ».

En cas de première mise en place de la facturation électronique et dans le respect de l'obligation de transmission des factures par voie dématérialisée telle que précisée à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire dispose d'un délai maximum de trois mois, à compter de la notification, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la facturation par voie dématérialisée.

4. Délai global de paiement :

Conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, le paiement est effectué, après vérification du service fait, dans un délai maximum de 30 jours (délai global de paiement) par mandat administratif à compter de la date de réception de la facture, sous réserve des conditions suivantes :

- prestations reconnues conformes en tous points aux engagements ;
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

Le dépassement de ce délai ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, les co-traitants ou les sous-traitants payés directement, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

5. Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Pénalités de retard :

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 500$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en EUR HT

R = nombre de jours calendaires de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Par dérogation au CCAG de référence, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation au CCAG de référence, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

13. Traitement de données à caractère personnel

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Les données à caractère personnel collectées dans le cadre du présent marché ont pour finalité la création et la mise à disposition d'un annuaire recensant les professionnels utilisant des matériaux biosourcés en région Centre-Val de Loire. Le traitement repose sur le consentement explicite des personnes concernées, conformément à l'article 6.1.a du RGPD.

Les données collectées incluent notamment :

- Identité et coordonnées des professionnels (nom, raison sociale, adresse, téléphone, courriel)
- Informations relatives à leur activité (numéro SIRET, spécialités, certifications, matériaux utilisés, zone d'intervention)
- Données de localisation géographique
- Historique des projets réalisés

Les données seront collectées via un formulaire en ligne et stockées dans une base de données sécurisée. Seules les données strictement nécessaires à la finalité du présent marché seront traitées.

Conformément aux articles 15 à 22 du RGPD, les personnes concernées disposent des droits suivants :

- Droit d'accès à leurs données
- Droit de rectification en cas d'erreur ou d'inexactitude
- Droit à l'effacement de leurs données (« droit à l'oubli »)
- Droit de limitation du traitement
- Droit à la portabilité des données

Ref : DREAL_CVL_ANNUAIRE_MATERIAUX

- Droit d'opposition au traitement
- Droit de retirer leur consentement à tout moment

Le prestataire s'engage à mettre en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin d'assurer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données collectées (cryptage des données sensibles, sauvegardes régulières, systèmes de contrôle d'accès et de validation des modifications,)

Toute sous-traitance, au sens du droit de la commande publique, du traitement des données personnelles par le prestataire devra faire l'objet d'un accord préalable et écrit de la DREAL Centre Val-de-Loire, responsable du traitement.

Le prestataire, en tant que sous-traitant au sens du RGPD, s'engage à traiter les données personnelles exclusivement pour l'exécution du présent marché et conformément aux instructions du responsable du traitement.

14. Droits de propriété et licence

Le prestataire cède à l'acheteur public tous les droits de propriété intellectuelle liés aux travaux réalisés dans le cadre du marché (code source, base de données, documentation, etc.), avec une licence d'utilisation perpétuelle, non exclusive et mondiale, incluant le droit de modification et de redistribution des éléments développés.

Les outils et logiciels libres utilisés dans la solution devront être conformes aux licences respectives.

15. Arrêt d'exécution de la prestation

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases prévues.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

16. Litige

1. Règlement amiable des litiges

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

2. Juridiction compétente

Le présent marché est soumis au droit français.

Le tribunal administratif compétent est le tribunal administratif d'Orléans.

CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

1. Eléments de contexte

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Centre-Val de Loire encourage et accompagne le recours aux matériaux biosourcés dans la construction et la rénovation. Dans ce cadre, elle souhaite **disposer d'une base de données actualisables recensant l'ensemble des professionnels** (fournisseurs, artisans, architectes, ...) **en mesure de travailler avec des matériaux biosourcés pour des projets situés sur le territoire régional**.

Cette base de données servira de support à la mise en ligne d'un annuaire des acteurs sous format cartographique (hors prestation).

2. Objectifs de la prestation

Dans le cadre décrit ci-dessus, la présente prestation vise à centraliser les informations relatives aux professionnels utilisant des matériaux biosourcés via la création d'une base de données, support de l'annuaire. Il s'agira en particulier de :

- Créer un formulaire avec des outils libres (exemple : LimeSurvey ou équivalent) destiné à interroger les professionnels des métiers ciblés par l'annuaire permettant de recueillir leur consentement à figurer dans la base de données ainsi que les informations nécessaires à son remplissage ;
- Créer un formulaire avec des outils libres (exemple : LimeSurvey ou équivalent) destiné actualiser annuellement les données des professionnels référencés dans la base de données ;
- Interroger les professionnels des métiers ciblés par l'annuaire via le formulaire créé afin d'alimenter la base de données ;
- Fournir la base de données consolidée, support d'une première version de l'annuaire après traitement des données.

La base de données sera exploitée par la DREAL via une interface cartographique permettant aux utilisateurs de localiser facilement les professionnels en fonction de différents critères et d'avoir accès aux informations principales (métier, matériaux, contact, ...). Cette interface cartographique, hors de la présente prestation, sera réalisée via l'extension Shiny du logiciel R. Le prestataire veillera à assurer une compatibilité entre les outils utilisés pour la création de la base de données et l'utilisation de celle-ci via R-Shiny.

3. Description de la prestation attendue

PHASE 1 : CREATION DES OUTILS

3.1 Création et structuration de la base de données

Objectif : Structurer une base de données solide pour stocker les informations des professionnels (architectes, artisans, entreprises, etc.).

Ref : DREAL_CVL_ANNUAIRE_MATERIAUX

Technologie : La base de données devra être construite avec des outils et systèmes de gestion de base de données libres, tels que MySQL ou PostgreSQL. Elle doit permettre l'exportation des données dans des formats ouverts tels que CSV et être compatible pour une utilisation via QGIS 3.28 et ultérieur.

Contenu : La table attributaire sera composée des champs obligatoires suivants auxquels pourront être ajoutés d'autres champs pertinents sur proposition du prestataire et validation de la DREAL :

- Identifiant unique
- Date de remplissage/actualisation du formulaire sous format JJ/MM/AAAA (exemple : 02/05/2024) de préférence au format texte ; à défaut, format à préciser
- Nom / raison sociale de l'entreprise sous format texte
- Numéro de SIRET au format texte
- Description d'activités (champ libre)
- Département du siège social
- Commune du siège social
- Code postal du siège social
- Code INSEE de la commune
- Adresse du siège social
- Latitude (système de projection Lambert 93 - EPSG 2154)
- Longitude (système de projection Lambert 93 - EPSG 2154)
- Métier : liste limitative d'attributs :
 - Architecte
 - Bureau d'études techniques / MOE / économiste
 - Bureaux de contrôle
 - AMO / conseil
 - Artisans et entreprises / coopératives d'artisans
 - Fournisseur de matériaux
 - Constructeur de maison en bois
 - Organismes de formation
 - Autre
- Département d'intervention : 1 colonne par département et un champ binaire de type oui/non ou équivalent
 - 18
 - 28
 - 36
 - 37
 - 41
 - 45
- Entreprise déclarée RGE : un champ binaire de type oui/non ou équivalent
- Adresse du site internet
- Mail de contact
- Téléphone de contact (formatage contraint)
- Portable de contact (formatage contraint)
- Matériaux : 1 colonne par type de matériaux avec un champ binaire de type oui/non ou équivalent
 - Bois de structure
 - Tuile en bois / bardeaux
 - Pans de bois
 - Paille
 - Chanvre (enduits et bétons)

- Terre crue (toutes techniques)
- Liège
- Chaume / roseau
- Colza (enduits et bétons)
- Laine biosourcée manufacturée (tous matériaux : bois, chanvre, coton, lin, ...)
- Autre isolant biosourcé
- Préfabrication de murs : champ binaire de type oui/non ou équivalent
- Utilisation : 1 colonne par type d'utilisation avec matériaux avec un champ binaire de type oui/non ou équivalent
 - Isolation (intérieures, extérieure ou répartie)
 - Structure (gros œuvre, charpente, ossature, ...)
 - Façade (enduits, bardages, revêtements extérieurs)
 - Couverture, étanchéité (chaume, bardeaux de bois, végétalisation)
 - Menuiseries intérieures et extérieures, fermetures
 - Cloisonnement, plafonds suspendus
 - Revêtements des sols et murs, peinture, produits de décoration
 - Aménagement extérieur (terrasse, pontons, ...)
- Typologie de client : 1 colonne par type de client avec un champ binaire de type oui/non ou équivalent
 - Particuliers
 - Professionnels
 - Marchés publics
 - Autres
- Typologie de projet : 1 colonne par type avec un champ binaire de type oui/non ou équivalent
 - Neuf
 - Rénovation
- Entreprise RGE : oui/non
- Nombre de chantiers réalisés avec des biosourcés : liste limitative de propositions :
 - 0 chantier
 - 1 chantier
 - 2 à 5 chantiers
 - 5 à 10 chantiers
 - Plus de 10 chantiers
- Informations sur les 3 derniers chantiers réalisés (lieu, type de bâtiment [logement, ...], année, biosourcé utilisé)
- Expérience consolidée : oui/non
- Formations suivies sur les matériaux biosourcés
- Restauration de bâti ancien (avant 1948) avec un champ binaire de type oui/non ou équivalent
- Compétence/expérience en restauration de bâti ancien (avant 1948) : champ texte ou liste limitative de proposition pour justifier de la qualification ou expérience en restauration de bâti ancien (exemple : CIP Patrimoine, label entreprise du patrimoine vivant, marque savoir-faire Parc des PNR, qualification Qualibat « monuments historiques » ou « patrimoine », ...)
- Critère d'affichage avec un champ binaire de type oui/non ou équivalent

Le prestataire proposera un nommage adapté pour les différents champs ainsi que toute modification/adaptation de la liste ci-dessus qui serait de nature à améliorer l'utilisation et l'efficacité de la base de données. Ces éléments seront soumis à la validation de la DREAL.

Les caractères seront encodée en UTF-8, à défaut le standard utilisé sera à préciser.

3.2 Création d'un formulaire de collecte d'informations

Objectifs : Le formulaire devra permettre de récolter les données qui doivent figurer dans l'annuaire et alimenter la base de données. Il doit également permettre de recueillir explicitement le consentement des professionnels à figurer dans l'annuaire.

Méthodologie : Le formulaire sera développé avec des outils libres (LimeSurvey ou équivalent). Le formulaire devra être accessible en ligne, via une interface responsive, et respecter les principes d'accessibilité.

Le prestataire proposera, pour validation par la DREAL, un formulaire permettant d'alimenter les différents attributs de la base de données (cf. chapitre « Création et structuration de la base de données » ci-avant). Les caractéristiques des différentes boîtes de dialogue (format de la réponse, liste déroulante éventuelle, case à cocher, nombre de caractères, ...) seront précisées.

Certains champs pourront être remplis automatiquement dans la base de données en référence à une base de données existante qui sera alors à préciser. Par exemple : le code INSEE de la commune peut être récupéré automatiquement à partir du nom de la commune (menu déroulant) en faisant appel à la base de données adminexpress de l'IGN. Ces éléments devront être précisés par le prestataire et les bases de données utilisées devront être opensource.

Les informations sur les coordonnées géographiques pourront être recueillies via l'utilisation d'un service de cartographie permettant de placer un point sur une carte. Le prestataire proposera des solutions adaptées avec des bases de données opensource.

3.3 Création d'un outil de mise à jour des données

Objectif : Mettre en place un outil permettant aux professionnels de mettre à jour leurs informations dans l'annuaire à tout moment.

Méthodologie : Le développement de l'interface de mise à jour s'appuiera sur l'utilisation de logiciels libres. Les fonctionnalités attendues sont les suivantes :

- Accès sécurisé pour les professionnels afin qu'ils puissent se connecter et modifier leurs informations (avec un système de validation des modifications).
- Gestion des autorisations et des notifications de mise à jour.
- Possibilité pour les administrateurs de valider ou rejeter les modifications.

PHASE 2 : ENQUÊTE ET ALIMENTATION DES DONNEES

3.4 Enquête et collecte des données

Objectif : Réaliser l'enquête pour collecter les informations des professionnels.

Méthodologie : L'alimentation de la base de données se fera via le remplissage du formulaire par les professionnels. Les professionnels recensés pourront être situés hors de la région Centre-Val de Loire (départements voisins notamment) s'ils interviennent sur au moins un des départements de la région. Afin d'assurer une large diffusion et sous réserve de leur accord, les réseaux et syndicats locaux seront sollicités par la DREAL pour relayer le formulaire (notamment et de manière non exhaustive : le Conseil Régional de l'Ordre des Architectes, l'UNSA, Fibois Centre-Val de Loire, Echobat, Envirobat Centre, la CAPEB, la FFB, ...). La DREAL relayera également la démarche sur LinkedIn.

Des relances, notamment téléphoniques, sont à prévoir pour les professionnels connus des réseaux de l'écoconstruction / écorénovation qui n'auraient pas complété le formulaire. Le prestataire devra intégrer 60 relances téléphoniques dans sa proposition.

3.5 Prestation supplémentaire éventuelle : consolidation des données

Objectif : Analyser la cohérence des données fournies.

Méthodologie : Pour figurer dans l'annuaire, un professionnel doit disposer d'une ou plusieurs références de projets utilisant des matériaux biosourcés ou avoir suivi une formation. La cohérence entre les matériaux biosourcés indiqués par le professionnel et ses références/formations devra être analysée par le prestataire du marché via différents moyens (recherche d'informations sur les projets, interrogation des réseaux de l'éco-construction / éco-rénovation, ...). Les bases de données existantes seront mobilisées en premier lieu : [projets référencés par Envirobot Centre](#), [suivi des projets issus de la commande publique](#) et utilisant des matériaux biosourcés assuré par la Cellule Economique Régionale de la Construction, [observatoire des CAUE](#), panorama bois, ... Des recherches complémentaires seront effectuées pour les acteurs le nécessitant.

4. Rendu

Les livrables attendus de la prestation sont les suivants :

PHASE 1 :

- Formulaire en ligne accessible pour la collecte des données, développé à partir de logiciels libres
- Outil pour la mise à jour des données, développé à partir de logiciels libres
- Base de données structurée vierge

PHASE 2 :

- Base de données structurée contenant toutes les informations des professionnels, mise en place avec des outils libres
- Rapport de l'enquête sur la collecte des données et des consentements
- Code source et documentation technique pour l'ensemble des outils développés, sous licence libre

5. Suivi de la prestation

Réunion de lancement

Une réunion de lancement est prévue en début de mission, afin de permettre une présentation détaillée du projet, des objectifs, des enjeux et des attentes spécifiques du maître d'ouvrage. Cette réunion se déroulera à une date à convenir entre les parties, dans un délai raisonnable suivant la signature du contrat. Elle aura pour objectifs principaux de :

- Valider les modalités d'organisation du projet.
- Présenter l'équipe projet, les rôles et responsabilités.
- Discuter des étapes clés, des livrables et des délais.
- Apporter des clarifications sur les attentes et les exigences du maître d'ouvrage.

Réunions de suivi

Les candidats sont invités à proposer, dans leur offre, un calendrier et un nombre de réunions de suivi qu'ils estiment adaptés à la bonne conduite du projet. Ces réunions pourront porter sur l'avancement de la prestation, l'identification d'éventuelles difficultés ou points de blocage, ainsi que la validation des livrables intermédiaires.

Les réunions de suivi pourront être organisées à une fréquence qu'ils jugent appropriée en fonction de l'évolution du projet, mais elles devront au minimum permettre de garantir une réactivité et une communication fluide tout au long de la durée de la mission.

Les modalités pratiques (dates, formats, lieux) seront convenues d'un commun accord entre le maître d'ouvrage et le prestataire, en fonction des besoins spécifiques du projet.

ACTE D'ENGAGEMENT

Le présent Acte d'Engagement concerne le marché de création d'un annuaire des professionnels des matériaux biosourcés en région Centre-Val de Loire.

La procédure de passation est la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché à prix forfaitaires conformément à l'article R. 2112-6, 2° du code de la commande publique.

1. Engagement du titulaire ou du groupement titulaire

1.1 Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du présent marché public et conformément à leurs clauses,

☐ Le signataire

M / Mme	
Agissant en qualité de	

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse établissement	
Adresse siège social si différente	
Adresse électronique	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

☐ engage la société sur la base de son offre ;

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse établissement	
Adresse siège social si différente	

Adresse électronique	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

☐ Le mandataire

M / Mme	
Agissant en qualité de	

désigné mandataire :

- ☐ du groupement solidaire
- ☐ solidaire du groupement conjoint
- ☐ non solidaire du groupement conjoint

s'engage au nom des membres du groupement , sur la base de l'offre du groupement ;

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse établissement	
Adresse siège social si différente	
Adresse électronique	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

à exécuter les prestations demandées **aux prix** indiqués ci-dessous ;

Taux TVA	20%
----------	-----

Montant Hors Taxes (HT)

Montant HT arrêté en chiffres à	€
Montant HT arrêté en lettres à	

Montant Toutes Taxes Comprises (TTC)

Montant TTC arrêté en chiffres à	€
----------------------------------	---

Ref : DREAL_CVL_ANNUAIRE_MATERIAUX

Montant TTC arrêté en lettres à	
---------------------------------	--

Ces prix sont détaillés dans le devis annexé au présent document.

1.2 Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations

Pour l'exécution du marché public, le groupement d'opérateurs économiques est :

- ☐ conjoint
☐ solidaire

Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

1.3 Compte (s) à créditer

(Tableau à reproduire autant que de nombre de comptes)

Titulaire du compte	
Prestations concernées	
Domiciliation	
Code banque	
Code guichet	
N° de compte	
Clé RIB	
IBAN	

En cas de groupement, le paiement est effectué sur :

- ☐ un compte unique ouvert au nom du mandataire ;
☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document

(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

Nota : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que seules les dispositions du CCAP s'appliquent.

2. Avance ([article R. 2191-3](#) ou [article R. 2391-1](#) du code de la commande publique)

Le candidat renonce au bénéfice de l'avance (cocher la case correspondante) :

- ☐ Non
☐ Oui

Nota : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance.

Désignation du cotraitant :

Nom :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui
Nom :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui
Nom :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui
Nom :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui

3. Durée d'exécution du marché public

La durée du marché public est de **12 mois** à compter de la date de notification du marché public.

Le point de départ des délais de chaque phase de la prestation est fixé comme suit :

- à compter de la date de notification du marché pour la première phase ;
- à compter de la certification du service fait pour la phase suivante.

4. Signature du marché public par le titulaire individuel ou, en cas groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement

Attention, si le soumissionnaire (individuel ou groupement d'entreprises) a présenté un sous-traitant au stade du dépôt de l'offre et que l'acte spécial concernant ce sous-traitant n'a pas été signé par le soumissionnaire ou membre du groupement et le sous-traitant concerné, il convient de faire signer ce DC4 par le biais du formulaire ATTRI2.

4.1 Signature du marché public par le titulaire individuel :

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L.2141-1 à L.2141-14 du Code de la commande publique.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

4.2 Signature du marché public en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent, suivant ([article R. 2142-23](#) ou [article R. 2342-12](#) du code de la commande publique :

Le mandataire

Nom commercial	
Dénomination sociale	

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est (*cocher la case correspondante*) :

- ☐ conjoint
☐ solidaire

Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement (*cocher la ou les cases correspondantes*) :

☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document)

☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)

☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement (*cocher la case correspondante*) :

☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;

☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;

☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

5. Identification et signature de l'acheteur.

Désignation de l'acheteur :

État - DREAL (Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire)

Nom, prénom, qualité du signataire du marché public :

M. Hervé BRULÉ, Directeur de la DREAL Centre-Val de Loire

Comptable assignataire :

Direction Régionale des Finances Publiques du Centre –Val de Loire 6 avenue de Concyr -CS30013, 45 071 ORLEANS Cedex 2.

Imputation budgétaire : 0135-05-06

Code activité : 013508010106

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée.

A : , le

Signature